

DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

SEANCE DU

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le , s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**VU** le règlement n° 3577/92 du 7 décembre 1992 concernant l'application du principe de la libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des États membres,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L. 1411-4 et L. 4424-20 et suivants,

**VU** le Code des transports,

**VU** l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession,

**VU** la délibération n° 13/263 AC de l'Assemblée de Corse du 20 décembre 2013 portant sur les obligations de service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre Marseille, Toulon, Nice et les ports de Corse,

**VU** la délibération n° 17/234 AC du 28 juillet 2017 de l'Assemblée de Corse décidant de l'attribution des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des services de transport maritime,

**VU** les études et les consultations publiques relatives au périmètre du service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre la Corse et le continent conduites entre juillet 2017 et mai 2018,

**VU** l'avis de la Commission visée à l'article L 1411-5 du CGCT

**SUR** le rapport de M. le Président du Conseil Exécutif de Corse et de la Présidente de l'Office des transports de la Corse,

**CONSIDERANT** que par délibération du 6 septembre 2016, l'Assemblée de Corse a donné mandat au Président du Conseil Exécutif de Corse pour procéder aux études nécessaires à la mise en œuvre de SEMOP au titre de l'exploitation,

**CONSIDÉRANT** que des études relatives au besoin de service public ont été réalisées entre juillet 2017 et avril 2018 et, pour consolider le résultat de ces études, les usagers, les opérateurs économiques et les compagnies maritimes ont été invités

à exprimer leurs visions du périmètre du besoin de service public sous la forme de deux consultations publiques conduites entre les mois de février et mai 2018

**CONSIDÉRANT** que, sur la base du résultat des études et des consultations publiques, la carence des opérateurs économiques à répondre à la demande des utilisateurs de services de transport maritime entre la Corse et le continent justifie l'instauration d'un régime conventionnel d'obligations de service public de transport de marchandises à compter du 1er juin 2019

**CONSIDERANT** que la Collectivité de Corse et l'Office des Transports de la Corse ont conclu avec le groupement composé des sociétés Corsica Linea et la Compagnie Méridionale de Navigation des conventions de délégation de service public relatives à la fourniture de services de transport maritime de passagers et de marchandises entre Marseille et les ports de Corse pour la période du 1er octobre 2017 au 31 mai 2019,

**CONSIDERANT** que le temps et les approfondissements nécessaires à la création de SEMOP et à la mise en œuvre de procédures de mise en concurrence dans des conditions satisfaisantes de transparence et d'égalité de traitement supposent un délai de plus de deux ans, incompatible avec la fin des conventions de délégations de service public, fixée au 31 mai 2019,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire, afin d'assurer la continuité territoriale, de mettre en place de nouvelles conventions de délégation de service public après mise en concurrence à partir du 1er octobre 2019, pour une durée de 15 mois, afin de bénéficier du temps nécessaire à la mise en place du futur schéma de desserte avec toutes les précautions nécessaires quant à sa légalité et sa pertinence économique, sociale et culturelle,

**CONSIDERANT**, en conséquence, qu'il est nécessaire de prolonger, par avenant, les conventions actuelles pour une durée de 4 mois, jusqu'au 30 septembre 2019.

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le principe d'une prolongation des conventions de délégation de service public pour l'exploitation des services de transport maritime de passagers et de marchandises entre le port de Marseille et les ports de Corse pour une durée de quatre mois.

#### **ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les avenants de prolongation des conventions de délégation de service public actuellement en cours d'exécution pour une durée de quatre mois, du 1er juin 2019 au 30 septembre 2019.

#### **ARTICLE 3 :**

La présente délibération sera d'une publiée au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI